

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 414

Rubrik: Vaud

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

VAUD

Les Rouges arrivent

Si le programme du Parti socialiste ne vous convient pas, voyez plutôt celui qu'on lui prête !

A l'aube d'une fin d'année électorale, les libéraux vaudois relancent leurs soutiens financiers. Ci-dessous, de larges extraits de leur lettre-circulaire. On le verra :

1. Les plus défavorisés ne sont pas ceux que l'on croit : pauvres gérants, pauvres propriétaires !
2. Le Parti libéral, parti de progrès : non aux quarante heures, non à la protection de l'environnement, non à la participation, entre autres...
3. Le credo libéral, c'est... le libéralisme; pour plus de détails, le refus du « processus engagé par la gauche » suffira.

Messieurs,

Vous connaissez mieux que quiconque le poids des contraintes administratives, le foisonnement des lois et des règlements bureaucratiques. Vous savez surtout combien les législateurs se méfient des professions libérales et les défavorisent : désavantages à l'AVS, charges fiscales, concurrences multiples des bureaux et des fonctionnaires dans les travaux publics, chicaneries de l'assurance-incendie ou de la protection de l'environnement qui coûtent cher et dont l'impopularité retombe sur les propriétaires et les gérances au cas où ils sont contraints d'augmenter leurs prix.

De la commune à la Confédération, le processus engagé par la gauche et suivi par le conformisme social conduit à la socialisation.

Les partis qui veulent la fin de l'économie libérale et des professions indépendantes cherchent parfois à brusquer les opérations par des coups de main décisifs : impôt sur la richesse, semaine de quarante heures, participation aux décisions dans les entreprises, sans parler de la subversion, de la « déstabilisation » pratiquée par certains.

Les 12 et 13 novembre prochain se dérouleront les élections communales. Le champ de lutte est étroit, mais beaucoup de choses dépendent de nos

municipalités; d'autre part, l'issue de ces élections influe sur celle des députés cantonaux et fédéraux en 1978 et en 1979. On ne doit donc pas minimiser leur importance. A tous les niveaux, le Parti libéral lutte contre la socialisation sournoise ou provocante, et il défendra ses idées et ses principes avec confiance et conviction dans une campagne électorale qui s'annonce difficile : la gauche est déjà près de la majorité (46 sièges sur 100) et se persuade qu'elle la dépassera. Il faudra donc tout mettre en œuvre pour faire connaître et entendre les idées libérales.

Compte tenu des moyens nécessaires à une telle campagne, nous nous permettons de solliciter votre appui financier, en espérant que vous serez disposé à soutenir l'action d'un parti qui vise au maintien d'une société et d'une économie libérales, les seules où s'affirme l'initiative personnelle et où peuvent prospérer les professions indépendantes.

Et c'est signé : Parti libéral lausannois.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Libéralismes

Je lis ici et là ... :

— « Ernst Cincera a des amis aux Chambres fédérales. Mardi, ils se sont peu exprimés au Conseil national. Peut-être avaient-ils affaire à trop forte partie. Le gouvernement central et la majorité des députés étaient contre eux.

Toutefois, il ne faut pas s'y tromper. L'influence des amis d'Ernst Cincera est loin d'être négligeable. On dispose d'un bon indice. C'est la liste des députés ayant appuyé l'interpellation du radical de Zurich Rudolf Friedrich qu'il s'agit (en faveur de Cincera — J.C.) Ils ne seraient pas moins de 39 (interpellateur compris) :

- 18 radicaux
- 8 démocrates du centre
- 8 démocrates-chrétiens
- 3 libéraux

— 1 évangélique

— 1 républicain.

Presque tous les amis d'Ernst Cincera sont alémaniques. On ne découvre parmi eux que deux latins (le Genevois André Gautier et le Vaudois Claude Bonnard, tous deux libéraux). »

(Ceci sous la signature de Georges Plomb, dans « La Suisse du 15 juin 1977).

— « Libéralisme n. m. Doctrine politique ou économique qui défend l'application de la liberté dans la société. »

(Ça c'est dans le *Grand Larousse encyclopédique* que je le prends).

— « Tout à coup, les policiers se mettent en marche. Avec leurs uniformes-combinaisons, leurs casques, leurs matraques, leurs boucliers, leurs gaz lacrymogènes et leurs chiens, ils font une horrible (*grimmig*) impression.

Froidevaux fait appel une fois encore à la non-violence : « Celui qui emploie la violence n'a plus sa place parmi les manifestants non violents. » (...).

Nous voyons une femme recevoir des coups. Un vieillard est bousculé. Pourtant, les policiers rient. A dix-neuf heures, le moment est arrivé : des bombes à gaz sont tirées au beau milieu de la foule. (...)

De l'hélicoptère descendent le chef de la police cantonale, Jules Huggenberger, et le conseiller d'Etat soleurois Gottfried Wyss. C'est eux qui ont dirigé la manœuvre. Ils se refusent à croire que la police ait frappé des femmes et des enfants. Wyss, haussant les épaules : « C'est un risque qu'on prend, quand on vient en un tel lieu. »

(Je traduis ces lignes d'un article signé par les envoyés spéciaux de « Tat », Christoph Grenacher, Peter Knechtli et Christoph Schweizer, lundi 27 juin).

Selon les journaux lausannois, il semble que participaient à l'action *aussi* des policiers vaudois.

Que penserait-on à Cully, Echallens, Moudon et autres lieux si des policiers lucernois — c'est-à-dire parlant une autre langue et ne comprenant pas celle des locaux — intervenaient ? **J. C.**